



Veille européenne

Bulletin n°24 : Mars 2018

Sommaire

FISCALITE	7
COMMISSION SPECIALE SUR LA FISCALITE	7
27 mars 2018 – Commission parlementaire d’enquête (TAXE 3)	7
○ Audition	7
OPTIMISATION FISCALE	7
13 mars 2018 – Conseil	7
○ Accord	7
7 mars 2018 – Commission européenne	7
○ Rapport	7
1 mars 2018 – Parlement européen	7
○ Vote	7
FISCALITE DU NUMERIQUE	8
22 mars 2018 – Conseil européen	8
○ Annonces	8
21 mars 2018 – Commission européenne	8
○ Propositions législatives	8
19 mars 2018 – OCDE	8
○ Rapport	8
19 mars 2018 – Entreprises numériques	8
○ Réactions	8
16 mars 2018 – Digital Europe	8
○ Lettre ouverte	9
7 mars 2018 – Commissaire à la Fiscalité	9

○ Table ronde	9
1 mars 2018 – Ministres des Finances européens	9
○ Lettre	9
ASSIETTE COMMUNE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES	9
15 mars 2018 – Parlement européen	9
○ Vote	9
DONNEES	10
ACCORD SUR L'ECHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)	10
23 mars 2018 – Commission européenne	10
○ Déclarations.....	10
5 mars 2018 – Commission parlementaire des Libertés civiles	10
○ Audition	10
REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES	10
21 mars 2018 – Contrôleur européen de la protection des données personnelles.....	10
○ Rapport.....	10
CAMBRIDGE ANALYTICA	10
27 mars 2018 – Commission européenne	10
○ Lettre	10
26 mars 2018 – Parlement européen	11
○ Discussions	11
19 mars 2018 – Autorité de protection des données personnelles britannique	11
○ Enquête	11
LIBRE CIRCULATION DES DONNEES	11
22 mars 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur.....	11
○ Examen du projet de rapport	11
7 mars 2018 – Parlement européen	11

○	Projet de rapport.....	11
	1 mars 2018 – Parlement européen	11
○	Nomination.....	12
	RETENTION DES DONNEES	12
	1 mars 2018 – Commission européenne	12
○	Documents	12
	MARCHE INTERIEUR	13
	20 mars 2018 – Institutions européennes.....	13
○	Anniversaire du marché intérieur	13
	COMPETITIVITE	13
	22 mars 2018 – Conseil européen	13
○	Conclusions.....	13
	22 mars 2018 – Business Europe	13
○	Rapport.....	13
	12 mars 2018 – Conseil de l’UE, formation compétitivité	13
○	Conclusions.....	13
	1 mars 2018 – Président du Conseil européen.....	14
○	Discours	14
	CYBERSECURITE	14
	21 mars 2018 – Commission parlementaire de l’Industrie.....	14
○	Déclarations.....	14
	14 mars 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur.....	14
○	Amendements	14
	1 mars 2018 – Open Forum Europe	14
○	Argumentaire	14
	INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	15

27 mars 2018 – Commission européenne	15
○ Note.....	15
9 mars 2018 – Commission européenne	15
○ Groupe d’experts.....	15
RELATION PLATEFORMES-ENTREPRISES	15
14 mars 2018 – Commission européenne	15
○ Fuite.....	15
14 mars 2018 – Entreprises européennes	15
○ Lettre ouverte.....	15
COMMERCE EN LIGNE	15
13 mars 2018 – Parlement européen	15
○ Adoption.....	15
2 mars 2018 – Journal officiel de L’Union européenne	16
○ Publication.....	16
CONSOMMATEURS	16
27 mars 2018 – Commission européenne	16
○ Fuite.....	16
22 mars 2018 – Commission européenne	16
○ Fuite.....	16
21 mars 2018 – Commission européenne	16
○ Programme de formation en ligne	16
SERVICES	17
22 mars 2018 – Institutions européennes	17
○ Accord politique	17
21 mars 2018 – Commission Marché intérieur	17
○ Rejet	17

EMPLOI.....	18
SOCLE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX	18
22 mars 2018 – Conseil européen	18
○ Conclusions.....	18
15 mars 2018 – Conseil de l’UE, formation Emploi.....	18
○ Débats	18
13 mars 2018 – Parti populaire européen.....	18
○ Déclaration	18
13 mars 2018 – Commission	18
○ Adoption.....	18
7 mars 2018 – Commissaire européenne à la Justice et aux consommateurs.....	18
○ Déclaration	18
TRAVAILLEURS DETACHES	19
23 mars 2018 – Conseil de l’UE.....	19
○ Calendrier.....	19
19 mars 2018 – Institutions	19
○ Accord.....	19
SITUATION SOCIALE	19
27 mars 2018 – Eurostat	19
○ Sondage.....	19
14 mars 2018 – Eurostat	19
○ Sondage.....	19
13 mars 2018 – Eurostat	19
○ Sondage.....	19
5 mars 2018 – Commission européenne	20
○ Analyse	20

SOMMET SOCIAL TRIPARTITE	20
21 mars 2018 – Conseil européen	20
○ Résultats	20
COMPETENCES	20
26 mars 2018 – Commission	20
○ Guide	20
5 mars 2018 –Fondation Hans-Böckler.....	20
○ Etude	20
DIALOGUE SOCIAL	21
13 mars 2018 – Organisation internationale du travail (OIT).....	21
○ Rapport.....	21
7 mars 2018 – Euractiv.....	21
○ Blocages.....	21

FISCALITE

COMMISSION SPECIALE SUR LA FISCALITE

27 mars 2018 – Commission parlementaire d'enquête (TAXE 3)

- Audition

Le Commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, a été auditionné conjointement par les députés de la commission spéciale sur la Fiscalité et de la commission des Affaires économiques. Il a notamment présenté les propositions de la Commission que la TVA, la fiscalité du numérique et les observations de la Commission en matière de planification fiscale agressive. Les députés ont également discuté des suites à apporter aux recommandations faites par la commission d'enquête sur les Panama Papers. La prochaine réunion est prévue le 16 avril.

OPTIMISATION FISCALE

13 mars 2018 – Conseil

- Accord

Le Conseil est arrivé à un [accord](#) sur la proposition de directive visant à renforcer la transparence afin de lutter contre la planification fiscale agressive. Ce texte obligera les intermédiaires (conseillers fiscaux, comptables et avocats) qui promeuvent des schémas d'optimisation fiscale de présenter aux autorités fiscales de leur pays ceux qui sont potentiellement agressifs. Les Etats pourront imposer des pénalités aux intermédiaires qui ne respectent pas ces mesures de transparence. Les Etats ont jusqu'au 31 décembre 2019 pour la transposer dans leur droit national.

7 mars 2018 – Commission européenne

- Rapport

Le Commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, [a demandé](#) à sept Etats membres d'arrêter de favoriser la planification fiscale agressive. Il a indiqué que les politiques fiscales du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Irlande, de Malte, de Chypre et de la Hongrie, ont le potentiel de nuire à l'équité et au pied d'égalité des Etats dans le marché intérieur, et d'accroître le fardeau pour les contribuables. Il a fait ces annonces à l'occasion de la présentation d'un [rapport](#) de la Commission sur les déséquilibres macro-économiques.

1 mars 2018 – Parlement européen

- Vote

La plénière du Parlement européen a adopté par 541 voix en faveur (33 contre et 61 abstentions) le [rapport](#) rédigé par l'eurodéputé socialiste français Emmanuel Maurel sur l'échange obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. Il prévoit de rendre les intermédiaires qui facilitent l'optimisation fiscale (avocats, banquiers, conseillers) responsables des schémas offerts à leurs clients. Tout accord devra être rapporté aux autorités fiscales ou elles s'exposeront à des sanctions. Le texte doit désormais être adopté par les Etats membres.

FISCALITE DU NUMERIQUE

22 mars 2018 – Conseil européen

- Annonces

Les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis en Conseil européen, ont discuté des propositions présentées par la Commission européenne le 21 mars. Ils ont appelé les Ministres des affaires économiques à commencer à travailler au plus tôt sur ces propositions. Ils aborderont de nouveau ces questions lors du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018.

21 mars 2018 – Commission européenne

- Propositions législatives

La Commission européenne a publié plusieurs propositions législatives dont une [proposition de directive](#) sur la notion de présence numérique d'une entreprise et une [recommandation](#) sur la présence numérique significative. Elle a également publié une [proposition de directive](#) sur la taxation du chiffre d'affaires de certaines activités numériques (par exemple la revente de données personnelles ou la mise en relation d'utilisateurs) et une [communication](#). Le Commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, a déclaré que la taxe sur le chiffre d'affaires était une mesure intérimaire, qui a vocation à disparaître quand la présence numérique sera intégrée dans les législations nationales. Le Parlement est seulement consulté sur ces propositions qui doivent être adoptées à l'unanimité des Etats membres. A ce stade, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ont salué cette initiative alors que le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Irlande restent réticents.

19 mars 2018 – OCDE

- Rapport

L'OCDE a publié un [rapport intermédiaire](#) sur la fiscalité du numérique en amont du G20 Finance. Dans un [entretien](#) accordé à *L'Opinion*, le directeur du Centre de politique et d'administration fiscales, Pascal de Saint-Amans, explique que les États acceptent que le statu quo n'est plus possible mais qu'il n'existe pas encore de position commune qui se détache des 113 pays autour de la table. Il salue une des mesures de la réforme fiscale américaine qui s'inscrit dans la logique des travaux de l'OCDE sur l'érosion des bases fiscales, selon laquelle les entreprises du numérique (GAFA ne seront plus taxés à 3% mais à 13%. Le rapport final est prévu en 2020.

19 mars 2018 – Entreprises numériques

- Réactions

Dans un [communiqué](#), le lobby des plateformes CCIA relève que le rapport de l'OCDE sur la fiscalité du numérique souligne qu'aucune solution ne fait l'unanimité, notamment des mesures intérimaires ou des taxes spécifiques à l'économie numérique. Le lobby Digital Europe précise que la Commission a choisi d'agir en deux temps et de viser la publicité en ligne. Le Trésor américain [a aussi réagi](#) et fustige toute tentative d'un pays de cibler les entreprises du numérique. Le ministre de l'Économie, Bruno Lemaire, insiste sur le fait que des États estiment nécessaire et légitime de mettre en œuvre sans attendre des dispositions de nature intérimaire.

16 mars 2018 – Digital Europe

- Lettre ouverte

Le lobby des entreprises du numérique Digital Europe a adressé une [lettre ouverte](#) au Commissaire en charge de la Fiscalité Pierre Moscovici. Il identifie trois écueils dans lesquels il invite la Commission à ne pas tomber : prendre des solutions de court-terme; adopter des lois pour certains secteurs industriels uniquement, vouloir taxer le chiffre d'affaire plutôt que les profits.

7 mars 2018 – Commissaire à la Fiscalité

- Table ronde

Le Commissaire en charge de la Fiscalité, Pierre Moscovici, a organisé une table ronde avec des dirigeants d'entreprises numériques afin de discuter des défis liés à la fiscalité du numérique. Ces dirigeants avaient adressé une [lettre](#) ouverte au Président. Avant cette rencontre, le Commissaire a souligné que l'UE ne pouvait attendre un accord à l'échelle mondiale sur un sujet aussi urgent. Ces débats alimenteront la proposition de la Commission prévue le 21 mars.

1 mars 2018 – Ministres des Finances européens

- Lettre

Les ministres des Finances français, allemand, italien, espagnol et britannique ont envoyé une [lettre](#) au ministre en charge de l'agenda du G20, l'Argentin Nicolas Dujovne. Ils indiquent être prêts à utiliser des mesures à court terme pour s'assurer que les entreprises du numérique paient leur juste part d'impôt dans l'UE. Au-delà des propositions de la Commission attendues le 21 mars, ils souhaitent une réponse internationale. L'OCDE doit présenter un rapport en avril.

ASSIETTE COMMUNE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES

15 mars 2018 – Parlement européen

- Vote

La plénière du Parlement européen a adopté le rapport sur l'assiette commune de l'impôt sur les sociétés par 438 voix en faveur (145 contre et 69 abstentions) et celui sur l'assiette commune consolidée par 451 voix en faveur (141 contre et 59 abstentions). Ils proposent en particulier des critères pour identifier si une entreprise a une présence numérique dans un Etat membre et si elle est de ce fait assujettie à l'impôt.

DONNEES

ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

23 mars 2018 – Commission européenne

- Déclarations

Lors de son déplacement aux Etats-Unis, la Commissaire à la Justice, Vera Jourova, a rencontré le Secrétaire d'Etat au Commerce et a commencé à discuter de la deuxième révision annuelle du Privacy Shield qui est prévue à l'automne 2018. Le secrétaire au Commerce, Wilbur Ross, a promis de faire avancer les choses et de nommer au plus tôt un médiateur permanent, qui sera un recours pour les Européens afin de garantir leur vie privée aux Etats-Unis. La Commissaire a néanmoins souligné qu'il était possible qu'il ne soit pas nommé avant le 25 mai 2018, date d'application du règlement général sur la protection des données personnelles.

5 mars 2018 – Commission parlementaire des Libertés civiles

- Audition

Lors de son audition devant la commission parlementaire des Libertés civiles, la Commissaire en charge de la Justice, Vera Jourova, a déclaré qu'elle serait en déplacement à Washington mi-mars et qu'elle utilisera cette fois un ton très dur avec les Etats-Unis sur le Privacy Shield. Ces derniers ont en effet jusqu'au 25 mai pour nommer un médiateur. Elle a affirmé que les Américains feront du Privacy Shield une priorité s'il est clair que les Européens sont prêts à le suspendre s'il ne fonctionne pas.

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES

21 mars 2018 – Contrôleur européen de la protection des données personnelles

- Rapport

Le [rapport annuel 2017](#) du Contrôleur européen de la protection des données personnelles a été publié. Il rappelle que les axes principaux de son travail en 2018 sont la préparation de la mise en œuvre du règlement général sur la protection des données personnelles, en particulier la transformation du groupe qui rassemble les autorités nationales de protection des données en un Comité de surveillance des données personnelles.

CAMBRIDGE ANALYTICA

27 mars 2018 – Commission européenne

- Lettre

La Commissaire en charge de la Justice, Vera Jourova, a envoyé une lettre à la directrice des opérations de Facebook, Sheryl Sandberg. Elle [veut](#) savoir si des données européennes font partie des 50 millions de données collectées et analysées par Cambridge Analytica et demande à Facebook s'il est sûr que

cette situation ne peut pas se répéter. Elle demande également si des règles plus strictes, alignées sur celles des médias traditionnels, sont nécessaires pour les plateformes.

26 mars 2018 – Parlement européen

- Discussions

Le Parlement européen a discuté des actions à prendre pour réagir au scandale de Cambridge Analytica. Les pistes envisagées incluent l'invitation du PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, à s'expliquer en plénière, l'adoption d'une résolution demandant à la commission de présenter de nouvelles mesures sur les réseaux sociaux ou la vie privée ou la mise en place d'une commission temporaire. Des députés socialistes seraient en faveur de l'établissement d'une commission d'enquête spéciale, ce que [soutient](#) le lobby européen des consommateurs. Le Parlement décidera le 12 avril.

19 mars 2018 – Autorité de protection des données personnelles britannique

- Enquête

La Cnil britannique a ouvert une enquête sur l'entreprise spécialisée dans l'analyse de données, Cambridge Analytica, qui en 2014 a collecté et analysé les données de 50 millions de profils Facebook alors qu'elle était dirigée par Steve Bannon, qui participait à la campagne de Donald Trump. L'objectif était d'élaborer un programme informatique permettant de prédire et d'influencer les choix dans l'urne. Le réseau social était au courant en 2015 de ce scrapping massif violant ses règles sur la protection des données personnelles mais n'avait pas alerté les usagers. La commission électorale britannique cherche aussi à savoir l'influence de ce programme sur le référendum sur le Brexit.

LIBRE CIRCULATION DES DONNEES

22 mars 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur

- Examen du projet de rapport

A l'occasion de l'examen du projet de rapport d'Anna Corazza Bildt, les députés de la commission du Marché intérieur ont exprimé leurs désaccords sur les ensembles mixtes de données. Les socialistes souhaitent se rapprocher du texte du Conseil, les Verts préfèrent que le règlement sur la protection des données prime sur le règlement sur la libre circulation des données et les Libéraux n'ont pas encore défini de position. Les Verts souhaitent également que la portabilité des données s'aligne sur celle du RGPD, qui est obligatoire.

7 mars 2018 – Parlement européen

- Projet de rapport

Le Parlement européen a publié le [projet de rapport](#) de la députée suédoise du Parti populaire européen (PPE) Anna Corazza Bildt. Lorsque les données personnelles et non personnelles sont liées, la rapporteure pense que le règlement sur la libre circulation des données doit s'appliquer, plutôt que le RGPD. Elle a également été moins prescriptive en matière de portabilité, qui permet de changer de fournisseurs (de services de cloud par exemple) et de prendre leurs données avec eux.

1 mars 2018 – Parlement européen

- Nomination

Le rapporteur pour avis en commission Industrie, le conservateur polonais Zdzislaw Krasnodebski, a été élu vice-président du Parlement européen avec 276 voix en sa faveur. Il remplace son compatriote Ryszard Czarnecki qui a été démis de ses fonctions après avoir insulté une eurodéputée.

RETENTION DES DONNEES

1 mars 2018 – Commission européenne

- Documents

A la suite d'une demande au Conseil, le site Statewatch a publié une [série de documents](#) qu'il a rédigés sur la rétention des données. Ces textes, dont certains sont en partie censurés, font état des réflexions des gouvernements européens depuis l'arrêt de la Cour de justice de l'UE de décembre 2016 qui a jugé que la rétention massive et indiscriminée de données était contraire au droit européen. Ils incluent des notes d'Europol sur le régime de rétention des données dans les Etats membres, sur les catégories de données qui doivent être conservées pour des motifs d'application des lois et sur la conservation proportionnée des données. Sont également publiés une analyse du jugement de la Cour, une note sur l'état des lieux de la rétention dans les Etats, un résumé de l'échange de vues au Conseil et une note de la présidence du Conseil sur les options possibles.

MARCHE INTERIEUR

20 mars 2018 – Institutions européennes

- Anniversaire du marché intérieur

Dans une [déclaration conjointe](#), le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et le Premier ministre bulgare en charge de la Présidence tournante du Conseil, Boyko Borissov, ont célébré les 25 ans du marché unique européen et indiqué qu'il a permis de lever de nombreuses barrières qui faisaient obstacle à l'intégration économique européenne.

COMPETITIVITE

22 mars 2018 – Conseil européen

- Conclusions

Les 28 chefs d'Etats et de gouvernement européens ont appelé dans leurs [conclusions](#) à redoubler d'efforts pour trouver un accord sur les propositions législatives en cours d'adoption concernant notamment le marché unique numérique et la politique industrielle de l'UE. Ils invitent la Commission à leur présenter avant le Conseil européen de décembre 2018 un état des lieux de la mise en œuvre de la législation existante, ainsi qu'une évaluation des obstacles restants et des moyens à envisager pour les surmonter.

22 mars 2018 – Business Europe

- Rapport

Un [rapport](#) du lobby des entreprises européennes, Business Europe, indique que l'UE doit faire plus de progrès en matière de compétitivité : la production économique de l'UE dépasse celle d'avant la crise de seulement 9% contre 15% aux Etats-Unis et 18% au Canada. Le rapport indique aussi que l'UE investit moins dans la recherche que les Etats-Unis, le Japon ou la Chine. En outre, bien que l'UE soit actuellement en croissance (2,5% en 2017), la capacité sous-jacente de croissance reste trop faible. La Présidente de Business Europe, Emma Marcegaglia indique qu'il faut faire plus pour améliorer la croissance et le niveau de vie européen.

12 mars 2018 – Conseil de l'UE, formation compétitivité

- Conclusions

Les ministres européens de l'Industrie ont adopté des [conclusions](#) dans lesquelles ils indiquent que l'UE doit renforcer sa politique industrielle, notamment en définissant une stratégie industrielle globale à long terme, en donnant plus de possibilités d'investissements à l'industrie, en faisant le lien entre recherche et industrie et en aidant la transition numérique de l'industrie. Les ministres ont aussi adopté des [conclusions](#) sur la propriété intellectuelle dans lesquelles ils appellent notamment les Etats à agir contre les violations de la propriété intellectuelle.

1 mars 2018 – Président du Conseil européen

- Discours

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a fait un [discours](#) à l'occasion d'une conférence organisée par Business Europe. Après avoir rappelé que les entreprises étaient la clé du succès de l'économie européenne, il a expliqué que l'UE les soutenait en mettant en place le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

CYBERSECURITE

21 mars 2018 – Commission parlementaire de l'Industrie

- Déclarations

La rapporteure au fond sur la proposition de règlement sur la cybersécurité, l'eurodéputée allemande de centre-droit Angelika Niebler, a déclaré qu'elle pourrait encore davantage renforcer les pouvoirs de l'Agence européenne de cybersécurité que ce que propose la Commission. Elle suggère notamment de doubler ses effectifs pour atteindre 500 personnes. Elle propose d'harmoniser la certification au niveau européen, dont le caractère obligatoire ou volontaire dépendra des produits et activités concernés. Son projet de rapport doit être finalisé avant la fin du mois de mars et devrait être présenté en commission Industrie le 24 avril, avant le vote prévu en juin.

14 mars 2018 – Commission parlementaire du Marché intérieur

- Amendements

La commission du Marché intérieur a publié ses 445 ([52-366](#) et [367-445](#)) amendements sur la proposition de règlement sur la cybersécurité. Certains députés libéraux estiment que l'agence doit assister et coordonner les États pour partager des informations sur la vulnérabilité des services et produits numériques. Les eurodéputés socialistes estiment que les fédérations professionnelles du numérique ne doivent pas être associées aux bureaux d'évaluation de conformité sur les certificats afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La commission du Marché intérieur est associée à la commission Industrie pour les dispositions relatives à la certification.

1 mars 2018 – Open Forum Europe

- Argumentaire

Le think tank Open Forum Europe a publié un [argumentaire](#) sur la proposition de règlement de la Commission européenne sur la cybersécurité. Il regrette qu'elle ne mette pas davantage l'accent sur une approche de gestion basée sur les risques, qu'elle ignore la distinction entre les standards destinés à la conformité et à la certification, et qu'elle ne donne pas toute son importance à la normalisation.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

27 mars 2018 – Commission européenne

- Note

Le think tank de la Commission, le Centre de stratégie politique européenne, a publié une [note](#) sur l'intelligence artificielle. Il insiste sur l'importance de développer l'apprentissage automatique (« machine learning ») tout en gardant à l'esprit une dimension éthique. Il estime que les standards élevés de protection des données deviendront un avantage compétitif pour l'UE par rapport à ses concurrents, notamment chinois.

9 mars 2018 – Commission européenne

- Groupe d'experts

La Commission [a créé](#) un groupe d'experts sur l'intelligence artificielle afin qu'il élabore des lignes directrices sur l'éthique et l'intelligence artificielle. Il recensera les travaux effectués par d'autres experts, notamment le groupe stratégique à haut niveau pour les technologies industrielles ([rapport intermédiaire](#)) et le groupe d'experts sur la responsabilité juridique et les nouvelles technologies. La Commission a lancé un appel à candidatures qui est ouvert jusqu'au 9 avril.

RELATION PLATEFORMES-ENTREPRISES

14 mars 2018 – Commission européenne

- Fuite

La presse européenne a fait fuiter le [projet de règlement](#) de la Commission sur les relations entre les plateformes et leurs partenaires commerciaux. Ce projet prévoit désormais d'inclure dans son champ d'application les moteurs de recherche, les sites de e-commerce, les « app stores », les réseaux sociaux et les plateformes de l'économie collaborative. Ce texte vise à assurer la transparence et à encadrer les mécanismes de recours pour les partenaires commerciaux.

14 mars 2018 – Entreprises européennes

- Lettre ouverte

Plusieurs organisations européennes, dont Tech in France et Tech UK, ont écrit une [lettre ouverte](#) à la Commission européenne pour signifier leur opposition à une législation sur les relations entre les plateformes et leurs partenaires commerciaux. Ils estiment qu'une approche horizontale et prescriptive serait néfaste. La Commission prévoit de présenter son texte le 25 avril.

COMMERCE EN LIGNE

13 mars 2018 – Parlement européen

- Adoption

Les députés européens [ont adopté](#) en plénière une proposition de règlement visant à rendre les prix des services de livraison transfrontalière des colis plus transparents et compétitifs. L'objectif de ce

règlement est de réduire les obstacles que les consommateurs peuvent rencontrer lors de leurs achats en ligne dans l'UE. Le règlement doit maintenant être approuvé par le Conseil. Il entrera en vigueur 20 jours après sa publication dans le Journal officiel de l'UE and sera applicable en 2019.

2 mars 2018 – Journal officiel de L'Union européenne

- Publication

Le règlement sur le géoblocage a été [publié](#) au journal officiel de l'UE. Il entrera en vigueur le 3 décembre 2018.

CONSOMMATEURS

27 mars 2018 – Commission européenne

- Fuite

La presse européenne a fait fuiter le [projet de directive](#) relative à la protection des intérêts collectifs des consommateurs. Cette proposition donnerait davantage de pouvoir aux consommateurs pour s'organiser et défendre leurs droits contre les infractions par le biais d'entités telles que les organisations de consommateurs. La proposition devrait être publiée le 11 avril dans le cadre du nouveau paquet législatif sur les droits des consommateurs.

22 mars 2018 – Commission européenne

- Fuite

La presse européenne a fait fuiter les [projets de directives](#) sur le paquet renforcement et modernisation des droits des consommateurs. La Commission souhaite que les utilisateurs de services « gratuits » tels que Facebook ou Google puissent bénéficier de protections, comme l'accès à l'information ou la possibilité de résilier leurs contrats. Les plateformes d'e-commerce devront être plus transparentes sur la façon dont elles listent les résultats de recherche et sur la provenance de leurs produits. Les entreprises qui ne respecteront pas les nouvelles règles en matière de protection des données pourront être sanctionnées à hauteur de 4% de leur chiffre d'affaires. La proposition devrait être présentée le 11 avril.

21 mars 2018 – Commission européenne

- Programme de formation en ligne

La Commission a lancé un [programme de formation en ligne](#) pour aider les entreprises à mieux comprendre et appliquer le droit européen de la consommation. Celles-ci pourront s'inscrire à des cours en ligne ou demander conseil à des experts. La commissaire à la Justice et aux consommateurs, Vera Jourova, a déclaré que ce programme contribuera à une meilleure protection des consommateurs au sein de l'UE. Le programme a été élaboré conjointement par le Bureau Européen des Unions de Consommateurs (BEUC), l'Association Européenne pour les PME (UEAPME) et l'Association Européenne des Chambres de Commerce (Eurochambres).

SERVICES

22 mars 2018 – Institutions européennes

- Accord politique

Le Parlement, le Conseil et la Commission ont [adopté](#) un accord politique sur la [proposition](#) de directive des tests de proportionnalité des règles nationales applicables aux services professionnels. Elle ne modifie pas la législation existante mais vise à garantir une approche cohérente des professions réglementées. L'accord doit être adopté formellement par les colégislateurs.

21 mars 2018 – Commission Marché intérieur

- Rejet

Les eurodéputés de la commission Marché intérieur ont [rejeté](#) les deux projets de rapport portant sur le [règlement](#) et la [directive](#) des services électroniques, appelés e-card. Ces projets visent à introduire une carte électronique de services applicable à la fourniture transfrontières de services de construction et de services aux entreprises. Le Conseil n'a pas encore arrêté sa position sur le dossier.

EMPLOI

SOCLE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX

22 mars 2018 – Conseil européen

- Conclusions

Dans leurs [conclusions](#), les 28 chefs d'Etats et de gouvernements ont rappelé leur engagement envers la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Ils ont appelé le Conseil de l'UE à légiférer sur les propositions de la Commission concernant l'égalité sociale et l'autorité européenne du travail.

15 mars 2018 – Conseil de l'UE, formation Emploi

- Débats

Les ministres européens de l'Emploi ont [discuté](#) de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes et ils ont adopté une [recommandation](#) relative à la mise en place d'un cadre européen pour un apprentissage efficace afin d'aider les jeunes européens à entrer dans le monde du travail en leur donnant accès à des formations de qualité.

13 mars 2018 – Parti populaire européen

- Déclaration

Le président du Parti populaire européen (PPE), Joseph Daul, a [déclaré](#) être en faveur du paquet sur l'égalité sociale présenté par la Commission. Il rappelle que tous les citoyens européens doivent avoir accès à une protection sociale, ainsi qu'à une mobilité professionnelle équitable et gratuite.

13 mars 2018 – Commission

- Adoption

La Commission européenne a présenté un paquet de mesures sur l'égalité sociale qui contient une proposition de [règlement](#) pour la création d'une Autorité européenne du travail, une [recommandation](#) du Conseil pour l'accès à la protection sociale pour les travailleurs européens salariés et non-salariés et une [communication](#) sur la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. L'Autorité européenne sera une nouvelle agence décentralisée de l'UE qui fournira des informations sur les offres d'emploi ou de formation et sur les droits et les obligations dans un pays. Elle aidera également les Etats membres à appliquer les règles européennes en matière de mobilité professionnelle.

7 mars 2018 – Commissaire européenne à la Justice et aux consommateurs

- Déclaration

La commissaire européenne en charge de la Justice, Vera Jourova, a déclaré à [Euractiv](#) espérer que l'UE fasse des progrès en ce qui concerne l'égalité des genres et résolve les causes de l'écart des rémunérations entre les hommes et les femmes. La commissaire souhaite aussi utiliser des fonds européens afin de financer des services sociaux tels que les crèches.

TRAVAILLEURS DETACHES

23 mars 2018 – Conseil de l’UE

- Calendrier

A la suite de l’accord trouvé entre les institutions en mars 2018, les représentants des Etats devraient officiellement le valider le 11 avril, puis la commission Emploi du Parlement devrait ensuite procéder à un vote. Pour entrer en vigueur, le compromis devra être approuvé par la plénière du Parlement et par le Conseil des Ministres.

19 mars 2018 – Institutions

- Accord

Le Parlement, le Conseil et la Commission ont adopté un [accord provisoire](#) sur la rémunération, la durée et les frais de déplacement. Les règles de rémunération du pays d’accueil s’appliquent à tous les travailleurs détachés. La durée de détachement d’un travailleur peut durer 12 mois maximum, avec une prolongation possible de 6 mois. Au-delà de ce délai, les règles du pays d’accueil s’appliqueront.

SITUATION SOCIALE

27 mars 2018 – Eurostat

- Sondage

L’office européen de statistiques, Eurostat, a publié un [rapport](#) sur les jeunes dans le marché du travail. Selon le rapport, 50% des chômeurs de 20 à 34 ans hésitent à changer de lieu de résidence afin d’avoir de nouvelles opportunités d’emploi. Il indique que 21% sont prêts à déménager au sein de leur pays pour les besoins d’un emploi, 12% au sein de l’UE et 17% serait prêts à aller à l’étranger.

14 mars 2018 – Eurostat

- Sondage

Selon les [estimations](#) de l’office européen de statistiques, Eurostat, le taux d’emplois vacants s’est établi à 2% dans la zone euro au quatrième trimestre 2017. C’est une hausse par rapport au taux de 1,9% enregistré au trimestre précédent et au taux de 1,7% relevé au quatrième trimestre 2017. Le taux d’emplois vacants dans l’Union est fixé à 2,0% au quatrième trimestre 2017, ce qui est stable par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport 1,8% relevé au quatrième trimestre 2016.

13 mars 2018 – Eurostat

- Sondage

Selon les [estimations](#) de l’office européen de statistiques, Eurostat, l’emploi est en hausse de 0,3% dans la zone euro et de 0,2% dans l’Union à 28 au quatrième trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent.). Il est indiqué que 236,8 millions d’hommes et de femmes avaient un emploi dans l’ensemble de l’Union au quatrième trimestre 2017, dont 156,7 millions dans la zone euro. Il s’agit des plus hauts niveaux jamais enregistrés dans les deux zones.

5 mars 2018 – Commission européenne

- Analyse

La Commission européenne a publié son [analyse annuelle](#) de la situation économique et sociale dans les Etats membres. Pour la première fois, les rapports par pays mettent l'accent sur la prise en compte des priorités du socle européen des droits sociaux. Les questions qui sont principalement surveillées sont la fourniture des compétences adéquates, l'écart persistant entre hommes et femmes en matière d'emploi, la forte segmentation du marché du travail et les travailleurs exposés au risque de pauvreté, la faible incidence des transferts sociaux sur la réduction de la pauvreté, la croissance des salaires et l'insuffisance du dialogue social.

SOMMET SOCIAL TRIPARTITE

21 mars 2018 – Conseil européen

- Résultats

Le Sommet social tripartite rassemblait la Commission européenne, le Conseil européen, les ministres de l'Emploi et des Affaires sociales de la Bulgarie et de l'Autriche et les organisations européennes d'employés et d'employeurs. Il a eu pour thème la réalisation des objectifs du socle européen des droits sociaux. Trois thèmes ont alimenté le [débat](#) entre les chefs d'Etats et de gouvernement européen : le renforcement de l'innovation, la création d'emplois et l'équité sociale dans le cadre financier pluriannuel ; les nouvelles formes de travail : défis et perspectives pour l'emploi et le dialogue social ; et la convergence économique et sociale pour renforcer la croissance et la résilience.

COMPETENCES

26 mars 2018 – Commission

- Guide

La Commission a publié un [guide](#) afin d'aider les services publics de l'emploi à renforcer leur approche en matière de carrière et d'apprentissage tout au long de la vie. Il fournit notamment un modèle pour que ces services publics rédigent des plans d'action relatifs à la création de partenariats, à la collaboration avec les employeurs, au suivi du personnel et au renforcement des capacités des employés.

5 mars 2018 –Fondation Hans-Böckler

- Etude

Un [article](#) d'Euractiv indique qu'une étude allemande atteste que la numérisation de l'emploi pourrait changer le monde du travail. Jusqu'à 60% des emplois actuels pourraient être remplacés par des ordinateurs ou des robots et de nombreux postes seraient créés. Ces nouveaux postes auraient des avantages et des inconvénients. Ils pourraient permettre de concilier travail et vie de famille mais ils pourraient également représenter une charge de travail plus importante.

DIALOGUE SOCIAL

13 mars 2018 – Organisation internationale du travail (OIT)

- Rapport

Selon le [rapport](#) de l'OIT, le dialogue social est crucial mais il se voit aujourd'hui entravé par une série de défis, notamment les nouvelles formes de travail atypiques qui ne sont pas représentées institutionnellement, par exemple, les travailleurs des plateformes. Un autre défi réside dans la chute des moyens alloués par les pays aux administrations publiques responsable du travail.

7 mars 2018 – Euractiv

- Blocages

Un article d'Euractiv [indique](#) le dialogue social institué par Jacques Delors dans les années 1990 n'est pas assez porté au niveau des institutions. Les blocages semblent résider dans les divergences des Etats membre en matière de législation sociale, par exemple sur le salaire minimum qui n'est ni soutenu par les pays de l'Est qui y perdraient en compétitivité ni par les pays du Nord qui devraient revoir leur standard à la baisse. Le socle européen des droits sociaux est considéré comme une nouvelle opportunité de relance du dialogue social.